

Rebonds

Le scrutin est édifiant pour la gauche française, menacée de provincialisme planétaire.

Allemagne, leçon à la gauche

Par Zaki LAIDI
mardi 27 septembre 2005

Par
Zaki Laidi politologue
au Ceri
(Sciences-Po).

Quel que soit le résultat politique final des élections allemandes, celles-ci sont d'ores et déjà riches en enseignements pour la gauche européenne et française en particulier. Car son enjeu est très clair : celui du réformisme à l'heure de la globalisation.

Or, en Allemagne, le débat est sur ce plan plus avancé qu'en France. Et si le débat y a beaucoup progressé, c'est grâce au social-démocrate Schröder, qui a rompu avec l'immobilisme du chancelier Kohl. Le fait marquant de la campagne allemande est qu'il a opposé deux visions du réformisme. D'un côté le réformisme Kärcher incarné par madame Merkel ; de l'autre un réformisme social proposé par Gerhard Schröder.

Le réformisme Kärcher repose sur le principe du «surveiller et punir». Il cherche le changement en mobilisant les ressources de la peur et de la sanction. Et dans ce dispositif, ce sont les plus vulnérables qui sont désignés comme les véritables coupables. En revanche, les plus nantis se trouvent fiscalement gratifiés. Le catalogue du réformisme Kärcher repose ainsi sur la hausse de la TVA, qui pénalise les moins aisés, l'uniformisation tendancielle des taux d'imposition qui aggrave le divorce entre égalité et équité, la réduction des prestations sociales qui accroît le sentiment d'insécurité, même si elle est de nature à accroître les incitations au travail. Sur ce dernier point, il est indéniable que la forte protection des chômeurs avait généré en Allemagne une fraude non négligeable que les sociaux- démocrates allemands ont eu le courage de reconnaître et de combattre avec le soutien des Verts.

La voie choisie par Schröder est différente. Elle est naturellement socialement assez dure, puisqu'elle conduit à responsabiliser les demandeurs d'emploi sur une base plus contraignante et à ouvrir des secteurs d'activité trop réglementés. Mais si la responsabilisation des patients par exemple est désormais forte, celle des médecins l'est aussi alors que ces derniers comme en France, d'ailleurs perdent de vue le fait que l'exercice de la médecine libérale n'est possible qu'au prix d'une prise en charge de son coût par la collectivité. C'est en cela d'ailleurs que la réforme Douste-Blazy était inéquitable socialement puisqu'elle ne visait pas à responsabiliser le corps médical.

Mais en définitive, le point commun à toutes les forces politiques allemandes le Linkspartei excepté est qu'elles admettent la nécessité des réformes. Le débat n'est plus entre réformistes et antiréformistes. Il est entre réformistes sociaux et réformistes libéraux. Cette situation est d'autant plus remarquable qu'à la différence de la France, l'Allemagne a à affronter trois contraintes supplémentaires : une plus grande exposition à la compétition mondiale en raison de l'importance des exportations dans la croissance, un vieillissement plus accusé de la population qui accroît les pressions sur la répartition, et enfin le poids phénoménal de la réunification.

Malgré ces contraintes ou à cause d'elles, l'Allemagne a franchi le cap décisif que les Scandinaves ont dépassé il y a maintenant dix ans. Ce cap stratégique est celui qui consiste non pas à se demander s'il faut des réformes, mais d'en contenir les coûts sociaux ou de les faire partager par tous les groupes sociaux, et pas seulement les plus défavorisés.

Or, ce cap stratégique n'a pas été franchi par la gauche française. Celle-ci parle de changement. Mais

on est en droit de nourrir les plus sérieuses inquiétudes quant au contenu concret que le terme de changement signifie pour Marie-Georges Buffet, Olivier Besancenot, Attac, certains syndicats ou certaines franges du PS.

Au sein de ce dernier, il est plus que probable que tous ses présidentiables sont acquis, sans exception aucune, à l'idée d'un changement de cap, d'un réformisme en profondeur. Mais ils n'ont pas encore trouvé le talisman politique leur permettant de sortir d'un statu quo ravageur sans accroître l'insécurité sociale déjà si grande. Or, si pour la gauche, le changement signifie annuler les réformes réputées libérales ou très libérales de la droite pour revenir à la restauration sociale des Trente Glorieuses, elle est sûre d'échouer. Le débat sur la réforme n'opposera alors plus la gauche à la droite, mais les deux droites : la droite modérée de Villepin à la droite Kärcher de Sarkozy.

Prenons un seul exemple : le contrat nouvelles embauches. Il est tout à fait possible que ce dispositif se révèle peu favorable à l'emploi et accélérateur de précarité. Dans ce cas, la gauche ne devrait avoir aucun état d'âme à l'abandonner si elle revenait au pouvoir. En revanche, s'il produit des effets, même à demi- positifs, il faudra le garder, quitte à l'amender. Etre de gauche, ce n'est pas faire le contraire de ce que fait la droite. Ce schématisme idéologique que la droite de Jean-Pierre Raffarin partageait est un archaïsme que les Scandinaves ou les Allemands ont désormais dépassé. Le fait qu'en Allemagne on ait pu évoquer la possibilité d'une alliance «jamaïcaine» (CDU/libéraux/Verts) montre à quel point le monde a changé autour de la France. Certes, les Verts ont récusé cette éventualité. Mais leur refus était fondé sur des points précis, non sur une opposition de principe. Dire cela ne revient pas à inciter les Français à se convertir au modèle allemand. Chaque société a son histoire, sa culture politique. Mais il y a des modalités de construction du politique qui changent. Et ne pas prendre la pleine mesure de ce changement se révélera dramatique. Comment donc faire en sorte de radicaliser la réforme de la gauche sans que celle-ci s'identifie à la droite ?

Deux pistes devront être privilégiées. La première, et la plus décisive, consisterait pour la gauche à énoncer clairement que son réformisme n'a rien à voir avec la Restauration, c'est-à-dire le retour aux Trente Glorieuses. Or, il est indéniable que la défection des couches populaires vient du fait que celles-ci ont fondamentalement en tête ce schéma, tout simplement parce qu'on ne leur en propose aucun autre.

Penser la gauche sur le mode d'une résistance héroïque au libéralisme, c'est tout simplement confondre avant-garde et dernier carré, romantisme et politique. De ce point de vue, se servir de l'existence d'un chômage de masse et d'une forte précarité pour justifier l'échec de l'ultralibéralisme est tout simplement un contresens. La France est très loin d'être un pays ultralibéral. Ressasser cette contre-vérité peut naturellement nourrir un répertoire politique singulièrement appauvri, mais ne servira à rien.

S'il existe des formes sauvages de dérégulation sociale, c'est précisément parce qu'il n'y a pas de cohérence réformiste, de projet d'ensemble. L'expérience européenne est de ce point de vue sans appel. Les pays qui ont réussi à franchir un cap, à s'adapter à la globalisation, ne sont pas ceux qui ont fait des choix idéologiques abstraits, comme semble le suggérer Nicolas Sarkozy, mais ceux qui ont été cohérents dans leur démarche : les pays anglo-saxons (Angleterre, Irlande) et les pays scandinaves. Or ces deux groupes de pays ont fait des choix très différents : l'Angleterre joue la carte d'un marché très dérégulé dans tous les domaines, en n'hésitant pas à jouer des bas salaires et du dumping fiscal. Et les pays nordiques ont fait un choix presque opposé : salaires élevés et fiscalité forte. Mais les deux ont un point commun : ils ont maximisé la logique de la flexibilité. Celle des Anglais étant assurée par le marché, celle des Scandinaves par la concertation, la responsabilité et la syndicalisation.

L'Allemagne est clairement entre les deux. Elle s'efforce de réduire les barrières à l'entrée de toute une série d'activités pour atténuer la fracture que l'on connaît bien en France entre les bénéficiaires de la protection (*insiders*) et les exclus (*outsiders*). Mais pour accroître les incitations au travail, elle réduit les protections. De sorte qu'il y a à la fois déprotection des emplois et déprotection relative face au chômage, alors que dans les pays scandinaves, l'ouverture des marchés s'est faite en échange d'une augmentation de la protection face aux risques du chômage. D'où cette insatisfaction sociale, inévitable à court terme et qui ne produira ses effets que sur le moyen terme.

Il faut donc réfléchir à une politique qui réduise les barrières à l'emploi de trop nombreuses professions réglementées pour ne pas avoir à baisser les protections contre le chômage. Or, il est assez extraordinaire de voir que la gauche ne parle jamais de déréglementer des professions qui ne voteront jamais pour elles et qui, pourtant, bénéficient de véritables rentes. Peut-être craint-elle qu'en agissant sur ce front, elle lève un tabou. Si cette hypothèse était la bonne, elle montrerait la puissance du conformisme politique de la gauche.

La deuxième démarche, complémentaire de la première, consiste à renouer avec l'optimisme social. Il est en effet assez extraordinaire de voir que la gauche en France est aujourd'hui une gauche fondamentalement pessimiste sur l'avenir du monde, sur lequel elle projette un regard catastrophé. Assez curieusement, les lendemains qui chantent ont totalement disparu de la circulation idéologique de la gauche au profit d'un pessimisme assez grand, qui contribue ainsi à son asphyxie politique.

Certes, dans cette représentation négative du monde, la propagande altermondialiste couplée aux difficultés de la plupart des Français jouent un rôle essentiel. Mais ce pessimisme n'est pas réductible à un souci pour les plus faibles. Il exprime fondamentalement un malaise à penser le nouveau monde qui se construit. Or, si celui-ci est fait de déséquilibres et d'inégalités, il est aussi source de créativité, de développement pour d'autres régions du monde. Les Chinois et les Indiens, qui ont longtemps eu peur que la mondialisation soit synonyme de recolonisation, en viennent graduellement à penser que celle-ci peut leur donner une chance. La mondialisation est une énorme chance pour beaucoup d'exclus de la planète.

La gauche française est véritablement menacée de provincialisme planétaire. Pour une force qui prétend trouver son inspiration historique dans la Révolution française qui, elle, fut un moment authentiquement universel, l'involution serait aussi injuste que spectaculaire.

Dernier ouvrage paru : *la Grande Perturbation*, Flammarion (2004)

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=326627>